



Economic and Social Council

Distr.: General
14 December 2024

Original: French

Commission on the Status of Women

Sixty-ninth session

10–21 March 2025

**Follow-up to the Fourth World Conference on Women and
to the twenty-third special session of the General Assembly
entitled “Women 2000: gender equality, development and
peace for the twenty-first century”**

Statement submitted by Association de la jeunesse Congolaise pour le développement, a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council*

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

* The present statement is issued without formal editing.



Statement

Contexte et justification

Malgré les progrès significatifs du pays dans la mise en œuvre du Programme de Beijing, tels que l'amélioration du statut des femmes et leur représentativité dans les instances décisionnelles, les organisations de la société civile que nous représentons doivent renforcer ces efforts avec d'autres acteurs pour permettre au Congo de tenir ses engagements.

L'Association de la Jeunesse Congolaise pour le Développement œuvre à former, informer, éduquer et orienter les jeunes, sensibiliser sur leur avenir via des séminaires, et lutter contre la pauvreté et l'oisiveté en initiant des microprojets. Elle promeut ainsi l'autonomisation des jeunes femmes et filles en République du Congo, contribuant à leur intégration dans le développement national.

C'est ainsi que dans le cadre de l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin à la soixante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, qui se tiendra au Siège des Nations Unies à New York du 10 au 21 mars 2025 et à laquelle notre organisation compte activement participer en décrivant une évaluation des défis actuels qui entravent la mise en œuvre du Programme d'action et la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, nous venons à travers ce document, manifester notre communication, articulée sur trois principaux enjeux (Accélérer l'autonomisation économique des femmes; mettre fin à la violence à l'égard des femmes et filles; Promouvoir l'éducation et la formation des femmes et des filles; Accroître la participation des femmes pour la consolidation de la paix et la sécurité), qui semble-t-il, à notre avis, constituent d'importants facteurs, pouvant favoriser à obtenir plus d'avancées en matière des droits des femmes dans notre pays, la République du Congo.

Accélérer l'autonomisation économique des femmes

Comme dans la plupart des pays subsahariens, la situation économique des femmes congolaises reste encore très préoccupante.

Les répercussions socioéconomiques du Coronavirus qui ont ralenties les activités économiques des populations et, réduites le fonctionnement de nombreux services d'appui, ont aggravé la situation des jeunes femmes congolaises, déjà préoccupante bien avant, avec de multiples crises sociales persistantes depuis quelques années auparavant.

Le Congo; peuplé d'environ 5,2 millions d'habitants (2018), dont 51 % sont des femmes et une population essentiellement jeune (y compris les enfants), fortement urbanisée, avec un taux de croissance de la population estimé à 3 % [Sources: Plan national de développement 2018-2022]; présente une situation très critique, depuis la dite crise pétrolière, qui a impactée les efforts économiques et sociaux, en plongeant le pays dans une crise multisectorielle, sans précédent.

Les femmes Congolaises ont longtemps contribué à l'économie, que ce soit au sein des entreprises, dans les exploitations agricoles, comme entrepreneuses ou travailleuses, ou par leur travail non rémunéré à la maison, où elles s'occupent de leurs familles. Elles exercent dans le secteur informel urbain aussi où leurs activités se concentrent dans le petit commerce, la restauration, l'artisanat, la couture et le maraîchage. Elles représentent actuellement 70% soit 210.000 des femmes, de toute la population active agricole estimée à 300.000 personnes et assurent 60 à 80% de la production vivrière et participent à 100% dans les opérations de transformation artisanale des produits agricoles. [Sources: Programme National de Promotion du Leadership Féminin en Politique et dans la Vie Publique au Congo 2017-2021].

Pourtant, elles restent aussi touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, la discrimination et l'exploitation. Le Congo doit aussi se concentrer sur le développement du capital humain car le taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 29 ans) serait d'environ 30,5 % (selon le rapport 2016 du Ministère de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi). Les jeunes femmes, sont plus affectées par ce chômage que les jeunes hommes. Du fait de son fort potentiel agricole, ces jeunes travaillent plus sur l'agriculture durable et l'écotourisme.

Plusieurs initiatives d'appui à l'autonomisation socioéconomiques des femmes sont mise en œuvre depuis par l'AJCD et ses partenaires

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et filles

Malgré d'importants progrès accomplis par le Congo en matière de promotion et de protection des droits des jeunes femmes et des filles, de profondes disparités en matière d'égalité des sexes persistent. [Réf/Programme pays PNUD Congo (2020-2024)]. La première étude menée en 2019 et publiée en 2020 par UNICEF sur les violences en milieu scolaire et en ligne, révèle qu'un grand nombre d'adolescents dans le pays, en particulier les filles, sont touchés par la violence, y compris dans l'espace virtuel. En milieu scolaire, 37% des élèves sont victimes de violences physiques et 33% des élèves sont victimes de violences sexuelles. Chez les adolescent(e)s, la précocité des rapports sexuels, souvent non protégés, et des grossesses entraînent une mortalité maternelle deux fois plus élevée que chez les femmes plus âgées, ainsi que l'abandon scolaire et des violences de genre. La santé sexuelle et reproductive reste faiblement promue [Réf/Analyse de la situation des enfants et des adolescents au Congo 2018].

Avec une population majoritairement féminine (51%) et essentiellement juvénile (56% ont moins de 20 ans (Réf : Source Banque Mondiale 2021) et malgré ses immenses ressources naturelles, le pays peine à se développer et la situation des filles et des jeunes femmes y est très difficile. En milieu urbain, comme à Brazzaville, bon nombre d'entre elles vivent dans la rue où sont recrutées par des bandes de jeunes délinquants aux comportements violents (bébés noirs, américains, etc...). Partout au pays, des filles et jeunes femmes sont exploitées sexuellement. Bon nombre d'enfants du Congo ne reçoivent pas l'aide et la protection dont ils ont besoin pour développer leur potentiel et devenir des adultes responsables. Il a aussi été constaté un faible niveau d'éducation surtout à l'école primaire et une absence d'éducation à la vie et sexualité chez les enfants. Des pratiques traditionnelles et culturelles bafouent aussi les droits des jeunes et des enfants, tels les mariages précoces et forcés ou l'exclusion sociale, surtout en zone rurale.

Le pays fait aussi face depuis quelques années à d'importantes crises humanitaires, parmi lesquelles le récurrent conflit armé du Pool. Plusieurs filles et jeunes femmes continuent à être violentées et malgré la collecte d'armes, le retard dans la concrétisation des activités de réinsertion des ex-combattants amplifie considérablement ces VBG. Aussi, les incidences négatives de la dégradation des conditions socioéconomiques, auxquelles s'ajoutent des niveaux élevés de pauvreté dans ce département (74,8 % contre 32,3 % dans les zones urbaines) expose les jeunes au risque d'être récupérés à des fins politiques. L'insécurité qui y découle renforce, surtout pour les filles et jeunes femmes, une position de vulnérabilité sociale et économique préexistante et plus généralisée. [Réf/Programme pays PNUD Congo (2020-2024)].

Plusieurs initiatives de lutte et prévention des violences faites aux jeunes femmes et filles sont depuis lors mise en œuvre par l'Association de la Jeunesse Congolaise pour le Développement et plusieurs de ses partenaires.

Promouvoir l'éducation et la formation des femmes et des filles

L'éducation des jeunes femmes et filles a été depuis toujours un excellent outil d'égalisation des chances, car elle les aide à tirer pleinement parti de leur potentialité et à contribuer à la vie de leur communauté et de leur pays. Elle joue un rôle capital dans la productivité, celle-ci ayant des effets positifs directs sur le développement socio-économique, la stabilité et la cohésion sociale du pays.

Ainsi, considérée comme facteur de développement socio-économique durable, l'éducation de la fille est devenue l'une des préoccupations majeures des pays en développement. C'est pourquoi, même si des progrès notoires ont été enregistrés en matière de réduction significative des écarts entre garçons et filles dans le secteur de l'éducation dans le monde, la scolarisation de la fille représente encore aujourd'hui un enjeu de développement majeur à cause des disparités et des injustices dont les filles sont toujours.

Hormis ces écoles et centres de formation, l'Association de la Jeunesse Congolaise pour le Développement collaborer avec plusieurs de ses partenaires en développant depuis plusieurs initiatives éducatives et professionnelles au profit des jeunes femmes et filles de la République du Congo

Accroître la participation des femmes (essentiellement jeunes dans notre cas) pour la consolidation de la paix et la sécurité dans le Pool en République du Congo

L'Association de la Jeunesse Congolaise pour le Développement encourage et soutien l'implication des jeunes femmes dans des débats relatifs à leur vie quotidienne. Avec plusieurs organisations des femmes, nous renforçons également la participation des jeunes femmes dans le processus de reconstruction du département post-conflit du Pool.
